



Afrique	RWANDA • Paul Kagamé, un dictateur en voie de réélection	2010.07.20
Afrique	FRANCE C'est pour mieux vous manger mes enfants !	2010.07.14
Europe	FRANCE • La Suisse, angle mort de la Sarkozie	2010.07.20
Etats-Unis	MATIERES PREMIERES Un grand pas dans la lutte contre la corruption	2010.07.20
Monde	MATIERES PREMIERES Un achat exceptionnel de 241 000 tonnes de cacao secoue le marché	2010.07.20
TOGO	CVJR Qui veut saboter la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ?	2010.07.19
TOGO	CVJR Usurpation de l'identité de la CVJR La CVJR n'a demandé aucun recensement de victimes	2010.07.20
TOGO	DIASPORA CVJR marche solitaire RPT ou impossible réconciliation sous l'empire des ténèbres	2010.07.20
TOGO	COOPERATION Un don de 8,7 millions de dollars de la Banque mondiale au Togo	2010.07.20
TOGO	DROITS HOMME LTDH célèbre 20° anniversaire présence Koffigoh qui évoque barbouze BOKO	2010.07.20
TOGO	ECONOMIE Port de Lomé l'appui de Singapour	2010.07.20
TOGO	ECONOMIE Les chantiers du quinquennat	2010.07.20
TOGO	ENSEIGNEMENT La détresse des étudiants togolais vivant au Maroc	2010.07.19
TOGO	POLITIQUE Faure Gnassingbé, vos promesses sont-elles des Arlésiennes ?	2010.07.20
TOGO	POLITIQUE Les trois personnalités que les Togolais aiment détester	2010.07.20
TOGO	POLITIQUE L'Eglise catholique oublie décidément le rapport final de sa mission d'observation	2010.07.19
TOGO	POLITIQUE Inter P.LAWSON élections locales, CVJR, Gilchrist OLYMPIO, hausse prix carburant	2010.07.19
TOGO	POLITIQUE 17ème manifestation du FRAC et message de Kofi Yamgnane	2010.07.20
TOGO	SOCIETE Vacances à la togolaise Ces touristes aux conquêtes faciles !	2010.07.19
TOGO	SPORTS BOUKPETI souhaite créer un pôle de navigation à Aného	2010.07.20
TOGO	TIC Le Togo participe à la plus grande compétition de webmaster d'Afrique	2010.07.20

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Le Pays Afrique RWANDA • Paul Kagamé, un dictateur en voie de réélection

Alors que la campagne présidentielle s'ouvre le 20 juillet au Rwanda, le quotidien burkinabé dénonce les assassinats d'opposants perpétrés dans le pays. Le journal appelle à suivre l'exemple de Zapatero, qui a récemment renoncé à rencontrer le président rwandais.

19.07.2010 | Sény Dabo | [Le Pays](#)



© AFP Le président du Rwanda Paul Kagame, novembre 2009

Il n'y a pas qu'au Rwanda que la série d'assassinats d'opposants politiques et de journalistes suscite une désapprobation. L'élimination physique de tous ceux qui peuvent gêner Paul Kagamé à sa réélection du 9 août prochain ne plaît pas hors des frontières du pays des mille collines. Le chef de l'Etat Paul Kagamé s'en est lui-même rendu compte, le 16 juillet dernier, à l'occasion d'un déplacement en Espagne. Le Premier ministre espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, a renoncé au dernier moment à co-présider avec lui une rencontre de l'ONU sur la pauvreté. En outre, le lieu de la rencontre a été changé au dernier moment comme pour éviter que Paul Kagamé ne souille le siège du gouvernement du sang que des ONG espagnoles l'accusent d'avoir sur les mains. Une véritable claque administrée malgré lui par Zapatero, obligé d'agir ainsi pour ne pas rester sourd au tollé suscité en Espagne par la visite du numéro un rwandais à un moment où des opposants politiques et des journalistes sont tués chez lui.

Il a aussi été question au cours de la rencontre, suite à l'exhortation du secrétaire général de l'ONU d'élucider certains meurtres, dont ceux du vice-président du Parti démocratique vert, André Kagwa Rwisereka, dont le corps a été retrouvé pratiquement sans tête le 14 juillet, et du journaliste indépendant Jean Léonard Rugambage tué par balles à Kigali le 24 juin dernier. Il faut aussi dire qu'avant ces assassinats, la justice espagnole avait émis [en février 2008] des mandats d'arrêt internationaux [pour "génocide"] contre 40 militaires du régime de Paul Kagamé, pour des crimes commis avant l'arrivée au pouvoir du Front patriotique rwandais (FPR). Paul Kagamé est épargné par ces mandats du fait de l'immunité liée à sa fonction. Ce qui ne l'empêche nullement de se rendre en Espagne. Mais pour les défenseurs des droits humains ibériques, si l'on ne peut pas l'arrêter, on peut tout de même lui signifier qu'il n'est pas un ange, un saint et le sauveur du Rwanda que lui et son entourage s'évertuent à montrer. S'il est vrai que l'arrivée au pouvoir du FPR [qui a chassé en juillet 94 le régime génocidaire] a ramené la stabilité et favorisé la croissance, il n'en demeure pas moins que la traque, les assassinats d'opposants politiques, l'absence de libertés réelles comme celle d'expression et de la presse, l'opposition au révisionnisme ont fini par faire oublier aujourd'hui les bonnes actions des hommes forts du FPR.

Le Rwanda renvoie l'image d'un pays dirigé par un dictateur qui n'en a pas l'air, un militaire qui ne supporte pas la contradiction à tau point point que ceux de son camp qui se permettent un zeste de critique deviennent des ennemis à abattre quel que soit l'endroit du monde où ils se trouvent. Paul Kagamé donne aussi l'air d'une personne obsédée par le pouvoir qu'il veut garder à tout prix, quitte à marcher sur des cadavres d'opposants et de dissidents. Paradoxalement, ses agissements ne font pas l'objet de condamnations comme il se doit à cause d'un certain nombre de soutiens comme ceux des Américains qui se présentent comme des alliés sûrs pour l'homme mince de Kigali. C'est d'ailleurs ce qui fait que l'ONU ne

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

peut véritablement pas taper du poing sur la table, amenant son secrétaire général à être prudent sur l'emploi des mots au point qu'il ne veuille "s'immiscer dans les affaires intérieures d'un Etat souverain". D'autres pays sont dans leurs petits souliers pour avoir fait des mains et des pieds pour être dans les bonnes grâces de Kigali avec lesquels ils ont beaucoup de contentieux historiques. Et il ne faut pas compter sur leurs dirigeants pour oser une remarque "déplacée" sur l'attitude des autorités rwandaises par rapport au respect des droits humains et des libertés fondamentales. Leur société civile a beau grogner, cela ne les gêne pas de dérouler le tapis rouge à l'ami rwandais.



Afrique FRANCE C'est pour mieux vous manger mes enfants !

La France vient de célébrer le 14 juillet, sa fête nationale. A cette occasion, les troupes de 13 pays africains ont ouvert le défilé militaire sur les Champs Elysées. La veille, le mardi 13, Nicolas Sarkozy a reçu à sa table les dirigeants de 12 des 14 anciennes colonies africaines de la France qui célèbrent cette année le 50e anniversaire de leur indépendance : un hommage controversé aux liens entre la France et l'Afrique.



A Dakar, le Béninois Francis Kpatindé a baissé le son de sa télévision, mercredi, quand les soldats de 13 pays africains défilaient à Paris, pour la fête nationale française. "De qui se moque-t-on?", s'est-il demandé,



choqué que Paris célèbre ainsi l'indépendance de ses ex-colonies.

Ce porte-parole d'un organisme international à Dakar, s'exprimant à titre strictement personnel, n'a pas non plus apprécié de voir des chefs d'Etat africains au pouvoir depuis 23 ou 28 ans entourer le président français, à la tribune.

"La plupart des dirigeants africains convoqués à Paris n'incarnent pas l'Afrique de l'espoir, l'Afrique des Lumières, l'Afrique de la démocratie. Plusieurs d'entre eux sont d'anciens officiers ayant troqué l'uniforme militaire contre un costume de chef d'Etat. Où sont les intellectuels, les chercheurs, les artistes africains?", demande-t-il.

L'association « Survie » va plus loin.

« La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles.

A cela s'ajoute une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélèrent le réchauffement climatique et contraignent les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. »

Pour ma part, quand j'ai vu ces chefs d'Etat qui semblaient si heureux d'être reçus par le président Sarkozy, j'ai pensé aux Accords de Partenariats Economique que la France, avec le reste de l'Europe essaie d'imposer aux différentes régions africaines.



Je me suis rappelé qu'il y a 4 ans, en juillet 2006, le rapport du parlement français, dénommé le rapport Lefort, nous avait fait espérer un changement de politique (du côté des APE : Enfin une bonne nouvelle!). Il disait : « Une menace plane sur l'Afrique subsaharienne et d'autres régions de la planète, parmi les plus démunies : la



menace du libre-échange absolu. C'est le cas de la négociation engagée entre l'Union européenne et les 77 pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Devant être conclues fin 2007, de vastes et complexes négociations commerciales sont actuellement conduites, hors le pouvoir des parlements, afin de libéraliser les échanges entre un groupe de 25 pays riches (l'Union européenne, aujourd'hui, en 2010, 27 pays), disposant d'un PIB par habitant de 22 600 euros, et ces Etats pauvres, dont le PIB par habitant n'est, en moyenne, que de 424 euros »

Malgré cette mise en garde, rien n'a changé ! Pire, l'Europe se montre de plus en plus arrogante !

Et j'ai pensé au petit chaperon rouge qui croyant s'adresser à sa grand-mère, disait au loup : « Tu en as de grandes dents ! » Et la grand-mère (le loup) de répliquer : « C'est pour mieux te manger, mon enfant ! »

Et j'imaginai le président Sarkozy devant les chefs d'Etat qui le remerciaient pour son invitation, pensant en lui-même : « C'est pour mieux vous manger, mes enfants ! »

Koudougou, le 14 juillet 2010

Maurice Oudet

Président du SEDELAN



Europe FRANCE • La Suisse, angle mort de la Sarkozie

Ah, la Suisse ! Ses banques, ses journalistes... Nicolas Sarkozy a beau tout faire pour les ignorer, les Helvètes sont omniprésents dans le débat politique hexagonal. L'affaire Woerth-Bettencourt est là pour le rappeler.

20.07.2010 | Christophe Passer | L'Hebdo



Le 13 juillet, devant les caméras de France 2, Nicolas Sarkozy n'a pas prononcé le mot "Suisse". Bien sûr, la Suisse et Genève n'ont, dans les aventures et péripéties de l'affaire Woerth, qu'un rôle de plaque tournante, de lieu annexe où se numérotent les comptes bancaires de Liliane Bettencourt et d'autres Français fortunés. Mais il y avait peut-être aussi, dans cette absence de la Suisse du discours sarkozien, comme un lapsus. Un instant freudien, lui-même hérité de l'histoire déjà longue des relations entre une France toujours prête à mimer sa grandeur et une Suisse considérée comme une vague province, luxueuse, mais une province quand même.

Quant à Sarkozy et la Suisse, c'est aussi, depuis cinq ans, un voisinage ressenti souvent comme une encougle [un embarras – le mot est typiquement suisse], presque un énervement, parfois même une affaire personnelle. C'est ainsi que, en mai 2005, le quotidien [de Lausanne] *Le Matin* est le premier de la francophonie à briser l'omerta sur la fuite à New York de l'épouse de celui qui n'est encore que ministre de l'Intérieur. Cécilia, révèle le journal sur plusieurs pages, est partie rejoindre Richard Attias, fameux publicitaire du groupe Publicis, responsable également de l'intendance du Forum de Davos. La tradition du secret, des lois françaises plus sévères, auxquelles on peut ajouter les liens de nombre d'éditeurs de presse français avec le président, tout cela avait servi de digue. Celle-ci rompue, l'affaire montrait à un Sarkozy agacé qu'il ne pouvait contrôler les médias de toute la francophonie. "*Les journaux français se sont servis du Matin pour reprendre l'info*", poursuit Peter Rothenbühler, à l'époque rédacteur en chef du quotidien de Lausanne. Sarkozy, au prétexte que 150 exemplaires du quotidien sont distribués à Thonon, déposa plainte. "*On était presque fiers*", sourit Rothenbühler. Le tribunal donna raison sur l'essentiel au *Matin*, condamné pour la forme à 1 franc symbolique de dédommagement. Reste que Sarkozy, qui voit des conspirations partout, chercha longtemps à savoir comment ce journal suisse, là-bas, avait pu obtenir ces infos. Ridicule : tout le petit monde politico-médiatique parisien en faisait ses gorges chaudes. Le ministre, devenu président, parla en termes rudes du *Matin* à un ambassadeur suisse et, dit-on, évoqua même le quotidien félon avec Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale en charge des Affaires étrangères.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

On pourrait établir une liste des motifs d'énervement de Nicolas Sarkozy envers la Suisse. L'affaire Stern, banquier français et ami du locataire élyséen, abattu à Genève par sa maîtresse [en mars 2005], l'intéressa beaucoup. Sarkozy vint enfin à Davos, en janvier 2010, dire sa conversion à une régulation des marchés financiers, mais Richard Attias, devenu entre-temps l'époux de son ex-femme, avait alors quitté le World Economic Forum et le groupe Publicis (contacté, le service de communication du WEF nie toute intervention de Sarkozy sur Attias ou le Forum, qui continue à avoir un contrat avec Publicis jusqu'en 2013). Il y eut enfin la mise sur liste grise de la Suisse [liste des paradis fiscaux établie par l'OCDE en avril 2009], puis le fichier des 3 000 noms de fraudeurs du fisc français en Suisse, brandi par le ministre Eric Woerth [en août 2009]. Pour faire bon poids, l'affaire Polanski, terminée le 12 juillet, ne fit rien pour améliorer les relations...

Nicolas Sarkozy déteste-t-il pour autant la Suisse ? La réponse demeure nuancée. Il s'agirait plutôt d'une sorte de condescendance pour l'ensemble des petits pays. "Le monde sarkozien est simpliste, explique un éditorialiste à Paris. Pour Nicolas Sarkozy, l'Europe, c'est l'Allemagne et la France. Il a le même mépris souverain pour les petits, la Suisse, la Grèce, la Belgique ou le Luxembourg. Plus loin, les Etats-Unis comptent, la Russie, peut-être la Chine. Les autres, il ne leur accorde que peu d'importance." Peter Rothenbühler constate aussi que le président français a du mal à assumer un ressentiment vrai envers la Suisse : "Johnny Hallyday réside officiellement à Gstaad et ça lui fait mal, tous ces artistes, sportifs et entrepreneurs qui sont ses amis et sont là pour des raisons fiscales. Ça lui pose un problème politique." Un problème qui se résume en un symptôme : la schizophrénie du président envers la Suisse. N'est pas Napoléon qui veut [en 1803, ce dernier avait servi de médiateur pour mettre fin à la guerre civile en Suisse et en remodeler la Constitution].

FINANCIAL TIMES Etats-Unis Matières premières • Un grand pas dans la lutte contre la corruption

Les entreprises d'extraction cotées à la Bourse américaine seront désormais tenues de rendre publiques les commissions qu'elles versent aux gouvernements pour exploiter leurs ressources. Cette mesure, qui vient d'être adoptée par le Congrès des Etats-Unis, est saluée par le Financial Times comme une étape importante dans la lutte contre la corruption.

20.07.2010 | [Financial Times](#)



© AFP Extraction dans un puits de pétrole.

Aucune loi ne peut être adoptée par le Congrès américain sans être accompagnée de fragments de textes sans aucun rapport avec le projet initial. Toutefois, dans le cas du projet Dodd-Frank sur la réforme financière, cette cuisine politique a permis l'introduction d'un additif particulièrement appétissant : une nouvelle obligation de transparence pour les compagnies pétrolières, gazières et minières. La loi, présentée par les sénateurs Benjamin Cardin et Richard Lugar, oblige toute entreprise américaine menant, où que ce soit dans le monde, des activités dans l'industrie du pétrole, du gaz ou des minéraux à indiquer dans son rapport annuel le montant de ses contributions à la Securities and Exchange Commission [le gendarme de la Bourse américaine]. Si elles veulent avoir accès aux marchés des capitaux américains, les entreprises - nationales et étrangères - devront publier toutes les redevances, taxes et autres paiements effectués projet par projet, pays par pays.

Avec cette initiative, le Congrès américain ajoute le poids de la loi aux critères de transparence déjà existants dans l'industrie : le texte fait explicitement référence à l'Initiative - volontaire - sur la transparence des industries extractives (ITIE). Cela fait longtemps que la société civile a fait du durcissement de ces critères de transparence une obligation légale et non plus seulement morale. Les raisons ne manquent pas. Trop souvent, la présence de réserves pétrolières ou minérales dans un pays se traduit par une aggravation de la pauvreté alors que les revenus liés à l'extraction encouragent le gaspillage et la corruption, et alimentent les conflits violents. L'opacité dans les comptes des entreprises s'accompagne régulièrement de complicité avec des dirigeants trahissant les intérêts de leur propre peuple. La transparence ne suffit pas à elle seule à résoudre tous ces problèmes, mais elle contribue à les identifier et à y remédier. Voilà qui servirait les intérêts américains en matière de sécurité nationale, car les Etats-Unis importent une part importante de leur pétrole auprès de pays aux mains de gouvernements véreux.

Certaines entreprises se sont opposées à cette initiative. Elle ne représente pourtant pas un lourd fardeau pour les industries minières et pétrolières qui soutiennent déjà l'ITIE. En réalité, une obligation légale bénéficiera à toute l'industrie en forçant les sociétés les moins scrupuleuses à respecter des standards plus élevés. Ces entreprises dépendent tellement des financements américains que c'est l'immense majorité des multinationales du secteur qui sera concernée. L'argument selon lequel il deviendra plus difficile de rivaliser avec des entreprises publiques [donc non cotées] moins transparentes n'est guère convaincant. Les grands groupes nord-américains et européens, mais également le brésilien Petrobras, possèdent une technologie et un savoir-faire supérieurs à toute entreprise publique. Il est de toute manière préférable d'éviter de s'implanter dans un pays où le pouvoir n'accueille à bras ouverts que les entreprises qui pourront l'aider à piller les richesses nationales. Même s'ils n'attaquent pas de front, les Etats-Unis ont encore une fois repris la main dans la lutte contre la corruption. Le reste du monde doit à présent suivre.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

LE TEMPS Monde MATIERES PREMIERES Un achat exceptionnel de 241 000 tonnes de cacao secoue le marché

Ram Etwareee mardi 20 juillet 2010

Les cours des fèves sont en hausse à cause de mauvaises récoltes, mais l'achat exceptionnel de vendredi les a fait bondir à leur niveau le plus haut depuis 1977. Le fonds spéculatif ARMAJARO n'est pas à son premier coup.

Cela s'est passé vendredi à la bourse des matières premières (Liffe) à Londres. Dans une initiative inhabituelle, le fonds spéculatif ARMAJARO a acheté 241 000 tonnes de cacao pour 1,2 milliard de francs. La quantité est impressionnante. C'est l'équivalent de 7% de la production annuelle mondiale et peut servir à fabriquer 5,3 milliards de barres de chocolat de 125 grammes chacune. C'est toute la marchandise qui se trouve à présent en Europe, entreposée à Rotterdam, à Hambourg, à Londres et à Liverpool. Une opération d'une telle envergure, la plus importante depuis 14 ans, ne se passe pas sans conséquences. Le prix du cacao s'est envolé vendredi à 4380 francs la tonne, soit à son plus haut niveau depuis 1977. Il a légèrement baissé lundi.

Barry Callebaut, Nestlé

«Étonnant et inhabituel, explique Laurent PIPTONE, chef statisticien de l'Organisation internationale de cacao (ICCO) basée à Londres et qui regroupe les pays producteurs et consommateurs. On se pose des questions sur l'acquisition d'une telle quantité, mais il ne nous appartient pas à prendre une quelconque position à ce sujet.» Et d'ajouter: «Il y a de la distorsion dans ce marché par les spéculateurs. Un tel achat ne peut qu'exacerber les mouvements des prix.» Laurent PIPTONE assure que l'augmentation du prix du cacao a contraint tous les fabricants de chocolat à augmenter leurs prix ces derniers mois. Dans les grandes surfaces en Suisse, le prix de la plaque de chocolat a augmenté de 50 centimes à un franc.

Les grands acheteurs des fèves de cacao ne manifestent pas une quelconque inquiétude face à l'achat surprise de vendredi. Chez BARRY CALLEBAUT, l'un des plus grands grossistes mondiaux, le porte-parole fait comprendre que la société s'approvisionne de plus en plus directement auprès des coopératives de petits producteurs. «La part des achats sur le marché baisse d'année en année», affirme-t-il. À terme, Barry Callebaut voit le prix du cacao s'établir entre 3600 et 4000 francs la tonne, ce qui est inférieur au prix du jour. Comment Nestlé intègre-t-elle la volatilité du prix de la matière première dans son produit fini?

«Chaque marché prend ses décisions de prix localement, en se basant sur la situation concurrentielle, l'approvisionnement en matières premières et la composition des produits», explique Mélanie KOHLI, porte-parole de NESTLÉ, également l'un des plus grands fabricants de chocolat. La multinationale veveysanne favorise également l'approvisionnement direct auprès de producteurs de cacao en Afrique ou en Amérique du Sud. Par ailleurs, les grandes entreprises détiennent des stocks pour éviter toute déstabilisation liée à la volatilité des prix et pour se mettre à l'abri de mauvaises récoltes.

Manque de transparence

Contrairement aux chocolatiers qui ne veulent pas réagir publiquement sur l'achat inhabituel d'ARMAJARO, les courtiers de la branche se sont plaints auprès de LIFFE. L'ICCO compte aussi demander des explications à la bourse londonienne même si pour Laurent PIPTONE, il n'y a pas eu de dysfonctionnement du marché.

«Le problème concerne le manque de transparence, dit-il. Il en faut pour rétablir la confiance.» Ce n'est pas la première fois qu'Anthony Ward, le patron d'ARMAJARO, fait un coup d'éclat. À l'instar de Georges SOROS, le financier londonien ne cache pas ses ambitions dans les échanges de produits alimentaires. Selon l'agence BLOOMBERG, il avait acheté 204 380 tonnes de fèves de cacao en août 2002. Il avait réalisé 40 millions de livres de profit en deux mois du fait que le prix s'était envolé de 2400 à 2600 francs dans le sillage de son achat.



TOGO CVJR Qui veut saboter la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ?

Lundi, 19 Juillet 2010 06:49 - **Des individus recensent les victimes des violences avant le début effectif des dépositions**

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a rendu publique le 16 juillet dernier une mise au point dans laquelle elle dénonce les comportements de certains compatriotes véreux qui agiraient en son nom. Ceux-ci sillonnaient les villages et hameaux pour recueillir les dépositions. Une nouvelle qui risque de jeter encore du discrédit sur une commission dont certains membres avaient activement participé à la putréfaction actuelle du pays.

« Il est revenu à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), que des citoyens sillonnent déjà certains villages et hameaux du pays prétextant agir au nom de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, et veulent recenser les victimes des violences politiques dans le cadre des dépositions », précise le communiqué qui porte le seing de la Vice-présidente, Prof. Kissem Tchangaï-Walla. Pour la commission, personne n'a été mandaté, pour l'heure, pour agir en son nom. « Les dépositions commenceront dès l'ouverture des antennes régionales à Aného, Lomé, Tsévié, Atakpamé, Kpalimé, Sokodé, Kara et Dapaong et le déploiement des équipes mobiles dont le personnel est encore en formation. En conséquence, le moment venu, des Organisations de la société civile dûment mandatées et une campagne nationale de sensibilisation indiqueront la conduite à tenir aux victimes des violences politiques. La CVJR invite les populations togolaises à la vigilance et à la sérénité pour la réussite de la phase des dépositions », souligne le communiqué.

En fait, le but assigné à la CVJR installé en mai 2009 est de proposer des mesures susceptibles de favoriser le pardon et la réconciliation nationale. La période de couverture de sa mission s'étend de 1958 à 2005. Dans l'ordre normal des choses, la CVJR devrait, dans la première quinzaine du mois de juillet, c'est-à-dire du 1er au 15, former le personnel recruté et ouvrir officiellement les antennes régionales. Mais ce n'est qu'à partir de demain que cette formation va commencer. Comme l'indique d'ailleurs cet autre communiqué de la CVJR : « Dans le cadre du démarrage de la phase des dépositions opérationnalisées par ses 8 antennes régionales de Lomé-Commune, Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, la Commission Vérité, Justice et réconciliation (CVJR) organise du mardi 20 au vendredi 23 juillet 2010 à la FOPADESC à Agoènyivé dans la banlieue nord de Lomé, la formation de 101 chefs d'antenne, assistants et agents d'équipes mobiles ». Selon les informations, cette formation qui s'inscrit dans le cadre des dépositions, a pour objectif de transmettre ou de rappeler aux différentes catégories de personnel recruté, les aptitudes, techniques et comportements nécessaires au bon accomplissement de leurs tâches et à la réussite de la mission de la CVJR. Suivra alors l'étape de la sensibilisation des populations.

Ceci étant, le calendrier initial est forclos et le début des dépositions prévu le 20 juillet ne pourrait être effectif que dans le mois d'août. Mais quel but poursuivent ces citoyens qui ont commencé à recenser les victimes des violences politiques dans le cadre des dépositions ? Qui sont-ils ? Pour qui roulent-ils ? Pourquoi anticipent-ils sur la mission de la Commission ? Des interrogations légitimes qui restent sans réponse. La CVJR ne s'est contentée que d'un communiqué laconique pour s'insurger contre l'anormal. Ce qui surprend d'ailleurs plus d'un.

En droit, le fait de s'arroger le nom d'une structure et de faire la même chose que celle-ci sans une autorisation préalable constitue un délit. Les fameux citoyens qui recensent les victimes des violences politiques dans le cadre des dépositions et au nom de la CVJR sont dans le faux et doivent être poursuivis

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

devant les juridictions compétentes. Mais devant ce sabotage, la Commission présidée par Mgr Nicodème Barrigah ne s'est limitée qu'au communiqué. Ce qui risque, si on n'y prend garde, de constituer un précédent dangereux.

De deux choses, l'une. Soit la CVJR connaît les auteurs et les commanditaires de ce « faux et usage de faux » et choisit délibérément de ne pas les froisser. Soit la CVJR n'a pas toutes les informations et a publié le communiqué pour couper court aux rumeurs. Mais, ne se connaissant que trop bien dans ce pays, on est tenté de dire que cette deuxième option est peu probable. Aucun Togolais ne peut, par les temps qui courent, engager des citoyens qui vont sillonner les villages et hameaux en vue de recenser les victimes. Ne pourraient le faire que ceux qui sont nés avec de l'or sur tout le corps et qui veulent que le Togo demeure dans son état de déconfiture avancée. Ainsi, des craintes d'avoir des dépositions et témoignages biaisés ne sont pas à exclure.

En voulant ménager tout le monde, la CVJR risque de tourner le dos à la transparence qui doit être au cœur de sa mission. Les sentiments vont prendre le pas sur les valeurs cardinales que sont la vérité et la justice, et bonjour les dégâts.

R. Kédjagni

LIBERTE HEBDO TOGO

togoenvogue.com
Le portail des togolais et de la diaspora

TOGO CVJR Usurpation de l'identité de la CVJR La CVJR n'a demandé aucun recensement de victimes



Par La rédaction le 19-07-2010

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation annonce qu'elle aurait appris que des citoyens sillonnent déjà certains villages et hameaux du pays prétextant agir au nom de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, et veulent recenser les victimes des violences politiques dans le cadre des dépositions. Elle dénonce par ce présent communiqué de presse, cette attitude peu citoyenne.

Il est revenu à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (Cvjr), que des citoyens sillonnent déjà certains villages et hameaux du pays prétextant agir au nom de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, et veulent recenser les victimes des violences politiques dans le cadre des dépositions. La Cvjr tient à rappeler à toutes les Togolaises et à tous les Togolais que pour l'heure, personne n'a été mandaté pour agir en son nom. Les dépositions commenceront dès l'ouverture des antennes régionales à Aného, Lomé, Tsévié, Atakpamè, Kpalimè, Sokodé, Kara et Dapaong et le déploiement des équipes mobiles dont le personnel est encore en formation.

En conséquence, le moment venu, des Organisations de la société civile dûment mandatées et une campagne nationale de sensibilisation indiqueront la conduite à tenir aux victimes des violences politiques. La CVJR invite les populations togolaises à la vigilance et à la sérénité pour la réussite de la phase des dépositions.

Lomé, le 16 juillet 2010

Pour le président et Po

La vice-présidente

Pr Kissem Tchangai Walla

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



TOGO DIASPORA CVJR marche solitaire RPT ou impossible réconciliation sous l'empire des ténèbres

7/20/2010 - L'idée d'une CVJR est noble et agréable. Seulement, pour qu'un pays fasse des avancées sur cette voie après des années de dictature, il lui faut absolument un changement majeur porté par des figures nouvelles dans son paysage politique, économique et social, paysage dans lequel les responsables des crimes sont écartés et affaiblis (désarmés), leurs institutions éradiquées et leurs réseaux démantelés. C'est ça, le minimum qui doit être acquis par les victimes et survivants des atrocités avant qu'ils n'explorent – à leur convenance – une Commission Vérité-Justice et Réconciliation parmi les options disponibles.

Par Kodjo EPOU

La recherche d'une co-existence pacifique d'anciens ennemis a conduit, dans une trentaine de pays à travers le monde, à mettre sur pied des structures éminamment politiques appelées : Commission Vérité-Justice et Réconciliation (CVJR). La plus connue sur le continent africain, est celle d'Afrique du Sud.

Des pays comme le Rwanda, le Ghana, le Maroc, le Nigéria, la Sierra Léone, la Centrafrique l'ont choisie pour paver la voie vers la réconciliation. Le Kenya a créé sa propre commission après les violences électorales de décembre 2007. La RDC et le Libéria l'ont inscrite dans leurs accords de paix respectifs. Le Togo, pays singulier par le tempérament violent de son régime et toujours en crise, a cru devoir démarrer sa Commission.

On observe sur le continent et au-delà, à l'exception du Togo, que ce sont seulement des leaders bénéficiant d'une aura incontestable dans la population et issus du camp des victimes des atrocités qui ont entrepris, avec résultat, la difficile œuvre de réconciliation. Le détail importe. Logiquement, plus que leurs bourreaux, les anciens opprimés sont mieux outillés pour porter le message du pardon. Ils ont plus de crédibilité pour convertir les opinions face à la question centrale à laquelle achoppent, très souvent, ces commissions : comment vivre avec ses anciens ennemis si ceux-ci ne sont pas rétribués à la mesure des actes de barbarie qu'ils ont posés en connaissance de cause?

Justice : une préoccupation et un dilemme.

Ces commissions Vérité-Justice et Réconciliation, partout, ne manquent pas de déchaîner les passions et des débats parfois très contradictoires. Pour certains politiques et praticiens du droit, le pardon ne peut pas se réaliser durablement si toutes les vérités ne sont pas dites et connues: "on ne peut absoudre celui qui ne se repent pas". Et donc, que les violateurs des droits de l'homme doivent répondre de leurs forfaits si l'on veut décourager, à l'avenir, les tentations à l'animosité et construire des états de droit et des normes démocratiques viables.

D'autres observateurs trouvent plus prudent de faire courageusement un trait sur le passé et chercher plutôt à investir dans la restauration, en profondeur, des systèmes judiciaires pour les rendre à la fois dissuasifs et coercitifs. Ceux-ci – Brian Walsh, Chef Chercheur au Centre d'Etudes légales et juridiques de la Fondation Héritage aux USA en fait partie – ont conclu qu'à vouloir faire le procès des violateurs des droits des citoyens, on peut mettre en péril le processus de réconciliation. A peu près dans la même veine, d'autres se disent inquiets et soutiennent que ces procès, dans la plupart des cas, ont tendance à se bi polariser, dressant ethnies contre ethnies, mettant innocents d'un côté et coupables de l'autres. Et, comme tels, ils sont inappropriés pour corriger l'exploitation et la violence systématiques dont certains peuples ont

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

été victimes.

Quant à la norvégienne Elin SKAAR, Directrice de recherches à l'Institut MICHELSEN (Norvège), elle se démarque des deux principales thèses qui s'opposent : "le choix d'une Commission Vérité, d'un Tribunal ou de Rien pour solder le passé d'un pays sorti de crise dépend du rapport de force en présence. C'est selon que le pouvoir déchu est totalement affaibli ou resté actif, que la pression du public est très forte ou que la communauté internationale s'en mêle et y met tout son poids". Mais Elin ne dit pas laquelle des options est la meilleure. Ce n'est pas le cas de Martha MINOW. La Directrice de la faculté de Droit à HAVARD (USA), est plus précise lorsqu'elle estime que "Commission Vérité et tribunal pénal peuvent coexister pendant une période de transition dirigée par un Gouvernement de Mission ayant pour tâches spécifiques de faire aboutir les deux structures, de tempérer les rancœurs et d'organiser des élections.

Critères essentiels.

Tous ces experts avertissent qu'une Commission Vérité de façade ou un tribunal de complaisance dont le but est de couvrir malicieusement les crimes de sang ne doivent pas avoir leur place sur la liste des options. Et, font-ils savoir, l'on doit surtout éviter que l'initiative provienne et soit pilotée par les coupables. A l'Ile Maurice par exemple, le gouvernement de Sir Anerood JUGNAUTH, pour couper court à tout soupçon sur la Commission visant à affronter les horreurs de l'histoire de l'Archipel, a confié sa présidence à un étranger en la personne du sud-africain Alex Boraine, ancien vice-président de l'institution similaire d'Afrique du Sud à la fin de l'Apartheid. D'une voix concordante, les observateurs avisés relèvent qu'un processus de réconciliation nationale qui veut tenir ses promesses se distingue par des actes de bonne volonté de la part des dirigeants. La reconnaissance, par les criminels, de leurs atrocités et l'arrêt total des crimes doivent en constituer le point de départ.

On constate que le facteur commun à toutes les Commissions Vérité, Justice et Réconciliation, dans presque tous les pays qui en ont fait le choix, c'est qu'elles sont instituées seulement après que les cliques ayant terrorisé et pillé leurs peuples aient été déposées du pouvoir – d'une manière ou d'une autre – et dépossédées de la gestion des affaires publiques. C'est ce qui s'est passé en Argentine après la chute de la dictature militaire, au GUATEMALA après des décennies de violences politiques, en Afrique du Sud après que la minorité blanche a été détrônée, en Sierra Léone après la guerre civile qui avait divisé le pays en factions rivales.

Cas du Togo, un cas cocasse.

Au regard des différents exemples, on peut affirmer que le Togo n'est pas prêt pour une CVJR. Le pays vit toujours dans une crise politique aigue. On le voit, le processus de réconciliation annoncé chemine, main dans la main, avec dissolutions de partis politiques, emprisonnements, dérives autoritaires des ministres en fonction, enlèvements et tortures d'opposants, dilapidation tous azimuts du patrimoine national et autres forfaitures. C'est refoulant. Raison pour laquelle la Commission Vérité du Togo – c'est palpable – s'identifie, dans le public, plus à la stratégie du guet-apens permanent du pouvoir qu'à sa volonté réelle d'unifier le peuple. Conséquemment, cette commission ne compte d'adeptes nulle part. Elle ne fait même pas l'unanimité dans la propre famille de son créateur, Faure Gnassingbé. Beaucoup se demandent d'ailleurs comment celui que l'on appelle encore au Togo "le charcutier de 2005", un chef dépourvu de fondation morale et de respectabilité intérieure, peut-il entreprendre avec succès de réconcilier son peuple. C'est, sans note discordante, un même langage que tiennent, la plupart des observateurs qui ont étudié de près les processus de réconciliation dans différents pays. Ce sont leurs expériences qui ont peut-être

inspiré, il y a quelques mois, Nicolas Lawson, leader d'une petite formation politique (PRR) et ancien opposant au régime de Faure Gnassingbé : "ce n'est pas une Commission Vérité qu'il nous faut au Togo dans les circonstances actuelles, c'est d'abord et avant tout, un changement de régime". En effet, le RPT, cheville ouvrière des assassinats politiques au Togo, a gardé sa haute main sur l'Etat et ses institutions. Ses miliciens et ses barons règnent toujours sur leurs victimes. L'impunité est demeurée la règle, sous un gouvernement pléthorique bricolé à des fins publicitaires, après un scrutin présidentiel foncièrement scandaleux.

Ennuyeuse homélie d'un prélat ...

La Commission que préside Monseigneur Nicodème Anani BARRIGAH-BENISSAN est une pâle copie que les togolais jugent sidérante. Sa composition même n'est pas affranchie de conflits d'intérêts. A part peut-être le prélat – la soutane du prêtre a cessé d'être sainte au Togo depuis la cascade de scandales dont l'ancien Archevêque de Lomé, DOSSEH-ANYRON, avait abreuvée ses fidèles – tous les dix autres membres sont des inconditionnels avérés du RPT. A commencer par la vice-présidente Kissem TCHANGAI-WALLA, cette dame qui avait, à la tête de la CENI, validé la mascarade électorale de 2005 soldée par des centaines de morts et la destruction massive d'urnes par des militaires.

En définitive, le schéma togolais se ramène à un genre où, des criminels, responsables de massives violations des droits de l'homme, sans à aplanir les sujets litigieux, sans faire le moindre geste de repentance, et plus grave, sans mettre un terme à leurs actes de brutalité sur les populations civiles, s'arrogent le droit de convoquer leurs victimes à un processus de réconciliation placé sous leur contrôle. Cette CVJR là, c'est du bidon. C'est un artifice cousu de fil blanc. Simplement, c'est une cocasserie qui chamboule tout bon sens.

... dans un environnement démoniaque

Certainement, Monseigneur Nicodème BARRIGAH est au courant que ses compatriotes n'ont pas le cœur à suivre son (ennuyeuse) homélie sur cette formule RPT de la CVJR. Comme le dit l'autre, "il se contente de prôner la réconciliation". Dans le désert. Ni les criminels – ils n'ont pas fini d'étancher leur soif de sang et de s'enrichir – ni leurs victimes, ne l'écoutent. Si l'Evêque d'Atakpamé croit devoir foncer, sans enseigner les quatre "nobles vérités" à son mandataire, c'est que forcément, lui et ses amis fileront, seuls, le mauvais coton jusqu'au bout. Sans le peuple qui nourrit des griefs profonds contre le régime.

Une chose est indéniable: faute d'adeptes, le projet introduit de façon cavalière par purs calculs politiques est voué à une impasse pour ne pas dire à une mort bien méritée. Les torrents de critiques émanant du public siéent à merveille au prélat, accusé de marcher avec de sadiques galapiats qui font le mal et y prennent du plaisir. L'Archevêque d'Atakpamé commet un péché lorsqu'il se laisse instrumentaliser, avec aise apparente, par des gens qui n'ont jamais caché qu'ils sont d'infâmes hypocrites sur qui il est impossible d'avoir une quelconque emprise angélique.

La CVJR togolaise est un autre labyrinthe que le pouvoir abhorré a érigé pour flouer "les blancs" (le RPT est friand de cela). Il s'écroulera ou se fera superficiellement. Bishop Nicodème aura alors doublement péché pour avoir attendu si longtemps avant de comprendre que Faure Gnassingbé, c'est le Roi Hérode, et le RPT, l'Empire des ténèbres – leurs discours ne sont que duplicité, mensonge et transgression – En s'empêtrant dans cette structure de dédale qu'est la CVJR créée par un président vastement contesté, l'archevêque entache sa soutane et ne peut en sortir que diminué. Il lui faudra, pour redevenir lumière aux yeux de ses fidèles, mille neuvaines et mille jours de jeûne ininterrompus. C'est à ce prix que le Roi des Nations, Jésus, redorera son blason et le purifiera des souillures qu'il projette à la face de la Nation Togolaise.

Kodjo Epou

Washington DC USA

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

CRUonline TOGO COOPERATION Un don de 8,7 millions de dollars de la Banque mondiale au Togo

2010-07-20 21:41:46 - La Banque mondiale et le gouvernement togolais ont signé, mardi dans la capitale togolaise, un accord de don additionnel de 8,7 millions de dollars destiné à des activités de développement communautaire, a constaté l'Agence Xinhua.

Les documents ont été signés par le ministre de l'Economie et des Finances, Adjé Ayassor, et le représentant résident de la Banque mondiale au Togo, Hervé Assah, en présence de plusieurs membres du gouvernement dont le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Octave Broohm.

Le don porte à 32,9 millions de dollars le total de don de la Banque mondiale au projet de développement communautaire au Togo depuis 2008.

Il porte sur l'extension du volet repas scolaire et l'introduction d'une composante des travaux publics à haute intensité de main d'oeuvre dans les cinq régions du pays.

M. Hervé Assah a expliqué qu'il s'agit du deuxième don du genre accordé au projet de développement communautaire démarré en septembre 2008 avec un financement initial de 17,2 millions de dollars.

Selon Adjé Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances, environ 36.000 nouveaux écoliers bénéficieront de ce don supplémentaire au cours des deux prochaines années scolaires dans le cadre des volets "nutrition en milieu scolaire".

En outre, plus de 3 millions de dollars serviront à offrir environ 28.000 emplois temporaires au profit de jeunes qui vont reboiser 2015 hectares de forêt, a ajouté le ministre.

MO5 TOGO TOGO DROITS HOMME LTDH célèbre 20° anniversaire : présence Koffigoh qui évoque le barbouze BOKO

7-20-2010 - **La ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH), la première association privée de défense des droits de l'homme, a célébré son vingtième anniversaire ce 20 juillet à l'hôtel Eda Oba à Lomé. On notait, entre autres, la présence de maîtres Gally, Koffigoh et d'Apédo-Amah Togoata.**

L'actuel bureau dirigé par Me Raphaël NYAMA AKPANDE-ADZARE en a profité pour faire une journée de réflexion au cours de laquelle, il s'est penché sur l'historique de cette association née le 20 juillet 1990, quelques mois avant les soubresauts du 05 octobre.

« Créée dans un contexte d'hostilité, de méfiance et de rupture qui s'est voulue systématique avec certaines pratiques attentatoires à l'essence même de l'être humain, la LTDH s'est assignée pour mission fondamentale de contribuer à l'édification d'un Etat de droit et à l'enracinement de la démocratie au Togo, à la promotion, la protection, et la défense des droits humains et des libertés fondamentales ainsi que des normes et valeurs républicaines », a affirmé l'actuel président Me Raphaël NYAMA AKPANDE-ADZARE.

Très tôt affiliée aux organisations internationales des droits de l'homme (CIJ, UIDH, CADHP, FIDH), la LTDH a été à l'avant-garde du combat pour la démocratie et le respect des droits de l'homme au Togo. Depuis le début du processus démocratique, elle a contribué à la libération des détenus politiques, dont Hilaire DOSSOUVI LOGO et Tino AGBELENKO DOGLO.

Pour rappel, la LTDH est née dans un contexte de parti unique, pendant les années de plomb, et l'exercice de ses activités était encore plus difficile à l'époque. Le pouvoir RPT, réfractaire à toute forme d'expression autre que la pensée unique, menaçait les défenseurs des droits de l'homme d'emprisonnement ou d'assassinat.

Lors de la réunion fondatrice de la Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH) au restaurant La Pirogue le 20 juillet 1990, on avait signalé la présence d'un gendarme en civil parmi l'assistance. " Dès qu'on m'a informé de la présence d'un gendarme en civil, racontait aujourd'hui le premier président de la LTDH Joseph Koffigoh, j'ai dit de le laisser tranquille pour qu'il suive l'assemblée générale constitutive et aille faire un rapport fidèle au pouvoir que nous n'étions pas en train de faire une action subversive ».

Le gendarme en civil en question, le barbouze, était l'ex chef d'escadron de la gendarmerie nationale François AKILA-ESSO BOKO, jeune lieutenant à l'époque, devenu plus tard ministre de l'intérieur sous Eyadema. A en croire certains observateurs, il fait partie aussi de ceux qui comme Agbéyomé Kodjo, dur militant du RPT ont participé à la modification de la Constitution votée par le peuple togolais en 1992.

Les premiers dirigeants de la Ligue, Mes Joseph KOKOU KOFFIGO (traître pour les uns, incompis pour les autres) et Jean YAOVI DEGLI, ont participé sur le terrain politique au processus de démocratisation. Les deux étaient membres du bureau de la Conférence nationale souveraine, et quand Koffigoh devint Premier ministre de la Transition, Jean DEGLI était Secrétaire d'Etat dans son 2^e gouvernement en charge de relations avec le Parlement.

Au lendemain de la mort d'Eyadema, le 05 février 2005, François Akila-Esso Boko, maître d'œuvre de l'organisation de la présidentielle, avait démissionné avec fracas à 72 heures du scrutin après avoir dénoncé

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

les projets de massacres qui se préparaient. Soupçonné de tentative de coup d'Etat, François AKILA-ESSO BOKO se réfugia à l'ambassade d'Allemagne avant d'être exfiltré vers la France.

Ce projet était avéré. La LTDH établit à l'époque un rapport faisant état d'environ mille (1000) morts et plus de cinq mille (5000) blessés. « La ligue a été aux côtés des victimes derrière les barreaux, dans les locaux des gendarmeries et commissariats, dans les prisons, dans les maquis, dans les milieux hospitaliers,...beaucoup ont confondu son siège à un centre de santé », a déclaré Me Raphaël NYAMA AKPANDE-ADZARE. Et pourtant l'ancien président de cette même ligue, Joseph KOKOU KOFFIGO, parlait lui dans son rapport commandité par le pouvoir de 154 morts.

La LTDH a traversé une crise profonde après le départ de son quatrième président, le syndicaliste Gandhi ADOYE AKWEI. Le départ d'AKWEI GANDHI a donné lieu à une crise de succession où l'institution des droits de l'homme s'était illustrée de manière caricaturale en organisant une élection controversée. Me Yacoubou HAMADOU était élu à l'issue de ce scrutin mémorable. Mais comme pour accentuer la crise morale que traverse l'institution pionnière des droits de l'homme au Togo, Me HAMADOU fut appelé au gouvernement de Faure Gnassingbé comme ministre des droits de l'homme. Il est reconduit dans l'actuel gouvernement comme ministre de la culture et des arts.

Son successeur actuel, Me Raphaël NYAMA AKPANDE-ADZARE, est chargé de remettre la LTDH sur la bonne voie. Sa tâche s'annonce difficile : il devra remettre de l'ordre sur le plan organisationnel, regagner la confiance des partenaires de la Ligue, mais surtout de pouvoir jouer son rôle de vigie des droits de l'homme dans un pays qui traverse une crise postélectorale où les violations des droits humains sont nombreuses.

mo5-togo.com

JEUNE AFRIQUE TOGO ECONOMIE Port de Lomé l'appui de Singapour

19/07/2010 à 16h:58 Par Jeune Afrique - Coopération Entreprise (SCE), l'agence gouvernementale singapourienne qui aide les entreprises nationales à investir à l'étranger, et des chefs d'entreprise de Singapour ont effectué, fin juin, une discrète visite de prospection au Togo. L'entreprise Jurong International est pressentie pour le développement et la gestion de nouveaux terminaux dans le port de Lomé, en cours d'agrandissement. L'opérateur PSA International, filiale du fonds d'investissement singapourien Temasek (142 milliards de dollars d'actifs ; 112 milliards d'euros), a aussi marqué un intérêt. Un mémorandum d'accord entre SCE et les autorités togolaises devrait être signé le 14 juillet lors du premier forum d'affaires Afrique-Singapour qui se tiendra dans l'État-cité.

JEUNE AFRIQUE TOGO ECONOMIE Les chantiers du quinquennat



20 juillet 2010 - **La relance de l'économie était une promesse du président Faure Gnassingbé, réélu en mars pour un second quinquennat. Elle passe notamment par le soutien des filières agricoles et minières.**

Début de deuxième mandat difficile pour Faure Gnassingbé. À peine deux mois après son [investiture](#), le 3 mai, suivie quelques semaines plus tard de la formation d'un nouveau gouvernement, deux importants mouvements sociaux ont été évités de justesse : celui de l'intersyndicale des travailleurs contre la hausse des prix des carburants (une manifestation a tout de même fait au moins un mort) et celui des syndicats des professionnels de la santé, qui réclament de meilleures conditions de travail.

« Les différentes couches socioprofessionnelles semblent vouloir rappeler au président que la relance économique a été la promesse phare de sa campagne. Au début de ce nouveau quinquennat, aucune d'entre elles ne veut être laissée pour compte », analyse un cadre du Rassemblement du peuple togolais (RPT, au pouvoir). Depuis le retour des partenaires du développement (FMI, Banque mondiale, Union européenne), en 2007, les attentes de la population sont grandes. Leur satisfaction ne passera, outre l'aide internationale, que par le redécollage de l'économie.

Encaissement de 16,7 millions d'euros en prévision

Pour l'instant, si l'on en croit les prévisions de la Banque africaine de développement, le PIB progressera de 2,5 % en 2010, soit 0,3 point de plus qu'en 2009. « Une reprise modeste que l'on doit à l'augmentation de la production agricole, soutenue par l'État », explique le ministre de l'Économie et des Finances, Adjé Otèth Ayassor. « L'aide à l'agriculture reste la priorité de ce mandat, car c'est la base de tout développement », ajoute un conseiller économique du président.

Pour 2011, le Togo table sur une croissance de 3,6 %. Et le FMI, qui recommande au gouvernement plus d'efforts dans l'assainissement des finances publiques, a approuvé, fin juin, une augmentation d'environ 13 millions d'euros des ressources mises à disposition du pays, qui, de fait, s'apprête à encaisser 16,7 millions d'euros, ce qui achèvera l'accord triennal du programme de [Facilité élargie de crédit](#) (FEC) conclu en 2008.

Les défis restent nombreux

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Malgré ces projections encourageantes, les défis restent nombreux et délicats à négocier. Il s'agit en priorité de remettre en route les filières pourvoyeuses de devises ([phosphate et coton](#)), plombées par plusieurs années de mauvaise gestion. En 2009, la Société nationale des phosphates du Togo (SNPT) n'a produit que 700 000 t de minerais, contre les 850 000 prévues. Déjà, en 2008, la production (842 000 t) était inférieure à l'objectif initial de 1 million.

Mais le gouvernement se veut rassurant. En juin, le [Premier ministre](#) Gilbert Houngbo a indiqué qu'un programme d'investissement de 116 millions d'euros sur trois ans devrait permettre d'atteindre 3 millions de t de phosphates en 2013, soit le niveau des années 1980. « La réorganisation managériale de la filière effectuée l'année dernière et l'investissement de quelque 12 milliards de F CFA [18,3 millions d'euros, NDLR] engagés pour le renouvellement d'une partie de l'outil productif devront permettre un vrai redécollage en 2012 », assure Étienne Bafaï, président du conseil d'administration de la SNPT.

Elargir l'assiette fiscale

Outre la relance de la filière coton, amorcée en 2009 avec la création d'une nouvelle société détenue à 60 % par l'État, les autorités togolaises ont l'obligation de restaurer les infrastructures routières pour permettre au port de Lomé d'attirer à nouveau du trafic. L'effondrement de ponts, notamment, à la suite des inondations qui ont frappé le pays en 2008 a pénalisé l'acheminement de marchandises vers l'hinterland et réorienté le trafic portuaire vers les pays voisins.

Par-dessus tout, c'est l'amélioration de l'environnement des affaires qui donnera, d'après les observateurs, un nouveau souffle à l'économie du pays. Selon l'édition 2010 du classement « [Doing Business](#) » de la Banque mondiale, le Togo est passé de la 163^e à la 165^e place sur 183. Des efforts sont en cours pour rattraper ce retard. Ils se traduisent par la diminution du nombre de procédures pour la création d'une entreprise et par la baisse du taux d'imposition sur les sociétés. Mais pour limiter un impact négatif sur les recettes publiques, les autorités devront élargir l'assiette fiscale. Peut-être le défi majeur du quinquennat.

Jeune Afrique

Depuis quelques semaines, les étudiants togolais au Maroc vivent un calvaire. Cette situation est due au manque de paiement du Complément de bourses.

Il s'agit d'une somme de six cent mille (600.000) F CFA accordée par l'Etat togolais à chacun des étudiants boursiers de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). Le non octroi de cette manne pénalise ces étudiants qui sont loin de leurs parents. La situation de ces jeunes togolais, relève de demain est aujourd'hui plus que préoccupante.

En cette période des grandes vacances, les étudiants togolais ont de la peine à les vivre. Ils tirent le diable par la queue. Et pourtant, le ministre de l'Economie et des Finances, par décision N°386/MEF/MESR en date du 15 juin, a mis à la disposition des services compétents dans la gestion du complément de bourses le montant nécessaire. Cette somme estimée à cent quatorze millions (114.000.000) F CFA destinée à cent quatre-vingt-dix (190) étudiants, soit six cent mille (600.000) F CFA chacun à raison de cinquante mille (50.000) F CFA par mois ne leur est pas parvenue jusqu'alors.

Le complément de bourse que reçoivent les étudiants togolais au Maroc, vient compenser les déficits budgétaires laissés par la bourse offerte par l'Etat marocain. Cette allocation de l'Etat togolais qui, habituellement leur parvient au plus tard en juin, n'est pas malheureusement arrivée aux bénéficiaires. Chez les étudiants, l'indignation est totale. Car, pour eux, c'est ce complément de bourses qui leur permet d'assurer la période des vacances et payer leur loyer et le nécessaire pour préparer l'année suivante. « Selon certaines sources, les fonds débloqués seraient déjà envoyés à l'ambassade du Togo qui se trouve en Libye et qui gère les affaires des Togoais au Maghreb. Mais pour des raisons qu'on ignore, ils ne veulent pas nous donner l'argent. D'autres sources indiquent que les fonds n'auraient jamais quitté le Togo », explique un étudiant.

A en croire les informations, certains étudiants en manque de moyens financiers, sont contraints de libérer leur appartement loué du fait qu'ils se retrouvent dans l'incapacité de s'acquitter de leur loyer. Selon des indiscrétions, les étudiants togolais dans les autres pays du Maghreb notamment ceux d'Algérie, de la Tunisie et de la Libye où se trouve l'Ambassade du Togo pour les pays du Maghreb, sont rentrés dans leurs droits.

Mais il nous revient que la liste des bénéficiaires se trouvant dans la décision du ministre de l'Economie et des Finances ne serait pas actualisée. Il y aurait des étudiants fictifs. « Sur cette liste figurent des noms de personnes qui ont fini leurs études au Maroc et qui sont déjà parties. On y retrouve aussi les noms de ceux qui sont au Maroc, mais qui ne vont plus à l'université », mentionne un étudiant.

Joint au téléphone, le Directeur des Bourses, et Stages, M. LAMBONI, a confirmé le déblocage du complément de bourses mais a fait remarquer que ces sous ne transitent pas par cette institution. Toutes les tentatives de notre Rédaction pour joindre l'Ambassadeur du Togo en Libye M. NAMBIEMA ont été vaines. Affaire à suivre.

Didier LEDOUX
LIBERTETG.COM

TOGO POLITIQUE Faure Gnassingbé, vos promesses sont-elles des Arlésiennes ?



(AfriSCOOP Analyse)

Plus de 05 ans après l'accession de Faure Gnassingbé au pouvoir, ses compatriotes espèrent toujours la concrétisation de ses nombreuses promesses. Après son premier mandat inauguré par une élection catastrophique et macabre le 24 avril 2005 et l'écartement de son demi-frère Kpatcha de la gestion des affaires publiques, les Togolais veulent plus que jamais voir se concrétiser la kyrielle de promesses électorales brandies par le RPT et son président F. Gnassingbé. D'autant plus qu'après la violente présidentielle de 2005, celle de 2010 a scellé « une réélection du président sortant », aux dires de la Cour constitutionnelle, dans la paix. Monsieur le président, qu'est-ce qui vous empêche donc encore de vous imposer intégralement dans la gouvernance de votre pays ?

« Un président sans charisme et autorité » : c'est le résumé du portrait récurrent que font les Ouest-africains de Faure Gnassingbé, en le comparant souvent à son défunt père Etienne Eyadéma Gnassingbé. A l'échelle du Togo, l'appréciation des choix et décisions politiques de Faure Gnassingbé, depuis son accession à la magistrature suprême, varie selon le camp dans lequel l'on se positionne. Sérail de l'opposition ou du parti au pouvoir au Togo depuis 1969 ! Mais que l'on se réclame de la vision du 6ème chef de l'Etat du Togo ou de la lecture politique de l'opposition, tous sont presque unanimes pour déplorer l'état d'indigence avancée dans lequel gît le Togo. Depuis qu'il a « commis le crime » d'entamer son processus démocratique au début des années 90.

Au cours de son premier quinquennat, l'ancien «super ministre» du Togo a répété à qui voulait bien l'entendre qu' « Eyadéma, c'était Eyadéma, moi, c'est moi » ! Ou encore affirmait sans détours qu'il désirait incarner le « *changement dans la continuité pour un Togo plus fort* » ! Depuis plus de cinq ans, diverses réformes institutionnelles et constitutionnelles ont certes été réalisées par le Rpt et son président. Formellement, le Togo plaît plus à la communauté internationale et à ses principaux bailleurs de fonds. Cependant, matériellement, des décisions présidentielles hardies tardent encore à être prises !!

Le 26 avril 2010, dans le cadre de la célébration du « cinquantenaire de l'indépendance » du Togo le lendemain, ses plus hautes autorités assistaient à l'inauguration du nouvel immeuble de la Direction des impôts (la fiscalité étant l'une des majeures sources de mobilisation des ressources internes du Togo). Durant cet important évènement, la Directrice générale des Impôts du Togo (Ingrid Awadé, un des proches collaborateurs du président Faure) ne s'est pas donnée la moindre peine de présenter à ses invités les tenants et les aboutissants de la vie de la régie financière qu'elle dirige ; ou encore de servir de guide à ses hôtes pour découvrir les nouveaux locaux de sa Direction. Elle s'est fondue en tout et pour tout dans la masse des invités conviés à cet important évènement ! Une attitude qui donne une idée de la conception de l'austérité financière en terre togolaise. Autre image, même remarque du verre brisé. Le 03 mai 2010, à la faveur de la prestation de serment de Faure Gnassingbé, une poignée de membres de la famille présidentielle ont pris place dans la loge officielle, contrairement à l'image de la solidarité de cette même famille montrée au peuple togolais une année, jour pour jour, plus tôt ! Un père de famille qui n'est pas à même de faire régner la quiétude dans son foyer peut difficilement donner vie à cette gageure à l'échelle d'un pays ; d'autant plus que les derniers différends politiques en terre togolaise ont été exacerbés à la

faveur du processus électoral macabre de 2005, processus au bout duquel le jeune président a été imposé au peuple togolais !

Pour plus de crédibilité, vous devez, M. le président...

« Devant les conséquences graves de la corruption et des pratiques illicites, ma détermination ainsi que celle du gouvernement à mener une croisade farouche contre ces maux doivent être bien comprises par tout le monde. Personne n'est au-dessus de la loi et tous les coupables, quels qu'ils soient, devront subir les rigueurs de la loi », affirmait en juin 2008, le président Gnassingbé, à la faveur de la mise en œuvre de la « Convention des Nations Unies contre la corruption » signée par l'Etat du Togo le 09 décembre 2003 à Mérida (au Mexique). Depuis ce fameux discours, pas la moindre personnalité reconnue corrompue n'a été envoyée dans les geôles locales. Pire, en 2006, Faure Gnassingbé a démis son ministre des Finances « qui s'est rendu coupable de malversations » selon son entourage ! Ce ministre poursuit depuis 2007 son parcours politique à l'Assemblée nationale. Sans être inquiété. Un peu comme tous ceux qui se sont enrichis sur le dos des Togolais grâce à diverses formes (officielles et officieuses) de corruption qui existent sur la « Terre de nos aïeux ». *« L'Etat togolais a les moyens d'offrir de bonnes conditions de vie à sa population, mais l'élite dirigeante du Togo ne le veut pas. A titre d'exemple, 06 milliards de fcfa sont consacrés dans le budget togolais à l'achat de biens fongibles à la présidence chaque année. Il en est de même pour 05 milliards de fcfa réservés à la modernisation des régies financières comme la douane et les impôts »,* dixit Jean-Pierre Fabre, secrétaire général de l'Ufc. Tout en précisant que les autorités togolaises « ne sont pas à même », à la fin de l'exercice budgétaire d'une année, de justifier l'utilisation des sommes précitées !

Les corollaires de la donne du tableau sus-décrit sont simples et hallucinants : à titre d'exemple, depuis juillet 2010, les Togolais font face annuellement à des inondations. Même en pleine capitale sans que les autorités compétentes n'opposent à ces intempéries d'efficaces et sérieuses solutions de relogement des populations victimes. Ou d'assainissement sur le moyen et long termes des voies de circulation souvent inondées en saison pluvieuse. *« Nos autorités ont tout simplement pris l'habitude de prier pour qu'il ne pleuve pas en saison pluvieuse »,* explique Jean-Pierre Fabre. Autre réalité togolaise qui fait froid dans le dos, depuis la dévaluation du fcfa en janvier 1994, les salaires des fonctionnaires togolais n'ont connu qu'une « hausse de 8% » ; alors qu'à côté, de simples ministres du gouvernement qui gagnent moins de 3 millions de fcfa tous les 30 jours disposent dans leur parc automobile de plusieurs véhicules dont la valeur unitaire avoisine les 100 millions de fcfa.

Autant d'exemples qui renforcent les dires des Togolais selon lesquels Faure Gnassingbé n'est pas encore arrivé à imposer à son entourage sa conception de la vie politique au Togo, en tant que chef. Ils sont à ce titre, de plus en plus nombreux, à conclure que le numéro 1 de l'exécutif togolais ne sera pas de si tôt un Ali Bongo Ondimba qui a su en l'espace de quelque mois imprimer sa vision politique aux faits et gestes de son entourage. On peut être « mal élu » et contenter durant son mandat les partisans de ses adversaires politiques en ayant seulement pour ambition d'exceller ! Un peu comme la dictature tunisienne produit chaque année des miracles économiques. Faure Gnassingbé, les Togolais attendent ; vous avez encore la chance de cesser d'enténébrer l'image des natifs du canton de Pya et plus précisément celle des Gnassingbé en rentrant dans l'histoire. Du bon côté.

détester

Mercredi, 21 Juillet 2010 02:19 - Heureusement que le Togo ne dispose pas d'un institut de sondage comme dans d'autres pays pour permettre à certaines personnalités de savoir l'opinion que leurs compatriotes se font d'elles. Autrement, certains personnages publics togolais sauront qu'ils n'ont pas bonne presse auprès des Togolais en ce moment. Eux, ce sont les deux fils de président, Faure et Gil et la star internationale de foot, Manu Adé. Ces trois personnalités ne sont pas en odeur de sainteté auprès des Togolais qui aiment bien les détester.

Si la population togolaise devait désigner un ennemi N°1, il ne fait aucun doute, le « Maréchal » occuperait la palme d'or. Le gourou de « Détià » s'est constitué un gros portefeuille de détracteurs avec sa soif insatiable de vengeance. Au point qu'il s'est fait exclure de son propre parti. Celui qu'une frange importante des Togolais considérait comme un mythe il y a encore 5 mois est devenu l'ombre de lui-même. En l'espace de quelques semaines, l'opposant préhistorique est l'une des têtes de Turc les mieux préférées des Togolais. Pendant plusieurs années, il a tenté de prendre le pouvoir pour venger son père lâchement assassiné par une demi-solde démobilisée de l'armée française. De guerre lasse, et usé par le combat infructueux et le poids de l'âge, il retourne l'arme contre son propre camp allant signer un accord moribond avec l'adversaire pour s'offrir quelques strapontins ministériels. La déchéance a atteint son paroxysme quand il a voulu dissoudre sa propre formation politique, l'Ufc. La sonnette d'alarme déclenchée par la presse l'a forcé à abandonner pour l'instant son dessein perfide et funeste. Depuis, son image s'est fortement érodée.

Depuis sa capture macabre du pouvoir en 2005, le fils du père s'est fait une très mauvaise pub autour de sa personne. Cinq ans après, le jeune président peine à se faire une place au cœur des Togolais. Comme si l'ombre des 500 Togolais trucidés plane toujours sur le pays. Le semblant de démocratie qu'il feignait de bâtir tarde toujours à se traduire dans les faits. Les réformes recommandées depuis 2006 dorment toujours dans le placard. L'impunité a fait son lit dans le pays. Le pillage des ressources du pays continue allègrement au sommet de l'Etat. Le 4 mars, le fils du père a été démocratiquement sanctionné dans les urnes, mais par un tour de passe-passe, il s'est de nouveau imposé aux Togolais. Aujourd'hui la misère s'est accentuée. Les populations sont abandonnées à leur triste sort. Le pays est à l'abandon. La situation est telle que les gens se demandent s'il y a quelqu'un qui tient les rênes du pays. Déjà le père avait dirigé pendant près de quatre décennies le Togo d'une main de fer. Autant dire que le nom « Gnassingbé » n'est pas facile à porter. Le « p'ti » a tenté de s'en débarrasser lors de la présidentielle passée, mais en vain. Les soucis s'amoncellent. Les cheveux blancs aussi. Comme le fils de l'indépendance, l'image du fils de la nation est « faure-tement » détériorée.

Enfin, la troisième personnalité à ne pas, plutôt plusjourn beaucoup d'estime des Togolais, est l'ex-capitaine des Eperviers Emmanuel Adebayor. Sa cote de popularité est au plus bas depuis qu'il a décidé contre toute attente d'abandonner la barque en tirant un trait sur la sélection nationale. Raison invoquée : il serait toujours « hanté par l'attaque de Cabinda », ce qui ne convainc pas le commun des Togolais puisqu'il n'est pas le seul à vivre le drame. La véritable raison étant ailleurs, c'est tout naturellement que les gens se laissent aller aux supputations : affaire de femmes, menaces des politiques, les commentaires vont train à Lomé. Cela n'aurait pas du tout plu au Citizen qui a décidé de porter plainte. Son image, du coup, a pris un grand coup Aujourd'hui le nom Adebayor ne dit plus rien à personne. Ainsi sont les Togolais. Ils vont te porter très haut mais quand tu les déçois, ils vont te lâcher à des milliers de kilomètres en l'air et sans parachute.

LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



TOGO POLITIQUE L'Eglise catholique oublie décidément le rapport final de sa mission d'observation

Lundi, 19 Juillet 2010 06:56 - **Conférence des Evêques du Togo et élection présidentielle du 4 mars**

L'élection présidentielle a été organisée au Togo le 4 mars 2010, et plusieurs missions d'observation ont été accréditées pour suivre son déroulement, parmi lesquelles la mission de l'Union africaine, celle mixte militaire et civile de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (Moeue). Il y avait aussi d'autres missions nationales accréditées par des organisations de la société civile, dont la Mission de la Commission épiscopale nationale justice et paix (Cenjp).

Presque tous les groupes d'observateurs ont déjà rendu leur rapport définitif respectif. Mais quatre (04) mois après ce scrutin, le rapport final de la mission mandatée par l'Eglise catholique se fait toujours attendre. Il a été entre-temps révélé dans les arcanes de l'Eglise que la publication de ce rapport était « bloquée par la peur », et aussi par d'autres considérations. Qu'en est-il alors aujourd'hui ?

Les prélats toujours muets

La Conférence des Evêques du Togo (Cet) s'est réunie du 29 juin au 2 juillet derniers en sa 2e session ordinaire à Lomé, sous la présence effective des Evêques Ambroise K. Djoliba de Sokodé et Président de la CET, Denis Amuzu-Dzakupah, Archevêque de Lomé, Benoît C. Alowonou de Kpalimé et Vice-président de la Cet, Jacques T. Anyilunda de Dapaong, Isaac Jogues Gaglo d'Aneho, Nicodème A. Barrigah-Benissan d'Atakpame, Jacques D. Longa de Kara, Robert Casimir Dosseh-Anyron, Archevêque émérite de Lomé, Philippe F. Kpodzro, Archevêque émérite de Lomé et Julien M. Kouto, Evêque émérite d'Atakpamé. L'opinion s'attendait à voir la Conférence des Evêques, l'une des plus grandes instances de réflexion et de décision de l'Eglise aborder la question de la mission d'observation électorale accréditée par l'Eglise, et du coup ordonner la publication de son rapport final longtemps attendu. Mais le sujet a été snobé. Seuls des thèmes relatifs à l'Eglise ont retenu l'attention des prélats. Le Grand Séminaire interdiocésain Jean-Paul II de Lomé, le Séminaire Propédeutique Saint Paul à Notse, le Séminaire Philosophique Benoît XVI, l'Enseignement catholique, et l'UCAO-UUT, voilà les points essentiels qui ont été débattus. Les Evêques n'ont même pas fait un clin d'œil à l'actualité et au climat sociopolitique tendu né de l'élection du 4 mars.

Des fidèles dépités

« D'habitude je n'admets pas de critique, d'où qu'elle vienne, envers mon Eglise, mais j'avoue ne plus rien comprendre. Je suis peinée quand je vois la presse tirer à boulet rouge sur mon Eglise, celle dans laquelle j'ai été bercée, et que nos évêques se taisent. Je ne comprends pas qu'on se refuse à publier le rapport d'une observation électorale...C'est comme si on veut cacher quelque chose ! Il faut que nos pères parlent pour qu'on sache la vérité ! », peste une fervente croyante. « La presse ne dit pas que la vérité, mais elle ne dit non plus que le mensonge. Il faut que les Evêques parlent pour qu'on en finisse avec cette affaire ! Je suis citoyen avant tout et j'ai voté. Je me rappelle qu'avant l'élection, les prêtres nous sensibilisaient à voter avec notre conscience et à adopter des comportements responsables pour une élection sans violence. Pourquoi alors la mission d'observation électorale accréditée par l'Eglise rechigne-t-elle à publier un simple rapport de ce qu'elle a vu ? Cette hésitation me pousse de plus en plus à croire que les résultats proclamés ne sont pas effectivement ceux détenus par la Cenjp, comme le rapporte la presse depuis un certain temps », se plaint un acteur de la société civile.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Participation à l'avènement du royaume du mensonge

Pourquoi l'Eglise catholique snobe-t-elle la question de la publication du rapport et le contentieux électoral? Elle s'est découvert un droit de réserve subit sur cette affaire, alors qu'elle était prompte à intervenir en amont de l'élection, lorsqu'il s'agissait de rendre service au pouvoir en place. Les Evêques ont fait leur la sensibilisation pour une élection (juste) pacifique – la transparence, on s'en moque - et appelé les Togolais à s'approprier la célébration du jubilé d'or de l'indépendance du Togo. On se rend compte aujourd'hui que l'Eglise se soustrait de plus en plus à son rôle de défenseur des masses populaires, pour se mettre au service du pouvoir. Elle semble même disposée à cautionner le mensonge.

Même si dans les couloirs de l'Eglise on argue que le rapport de la Cenjp sera publié en « temps opportun », il faut craindre que ce ne soit juste une façon d'entretenir l'espoir chez les Togolais dépités par ce mutisme. On a l'impression qu'il s'agit d'un subterfuge pour faire consommer le simulacre de résultats officiellement proclamés et qui suscitent de la contestation depuis lors. Il faut se résoudre qu'elle cherche ainsi à le faire passer par perte et profit, à faire une croix sur la vérité.

« Un peuple qui cesse de savoir quelle est sa vérité propre, finit par se perdre dans le labyrinthe du temps et de l'histoire, privé des valeurs clairement établies et sans grands buts clairement énoncés... La fidélité à l'homme exige la fidélité à la vérité qui seule, est la garantie de la liberté et de la possibilité d'un développement humain intégral. C'est pour cela que l'Eglise la recherche, qu'elle l'annonce sans relâche et qu'elle la reconnaît partout où elle se manifeste. Cette mission de vérité est pour l'Eglise un impératif... Pour nous, chrétiens, la Vérité est divine. Elle est le Logos éternel qui a pris une expression humaine en Jésus-Christ... », disait le Pape Benoît XVI le 12 mai 2010 dans un discours de circonstance lors d'une visite au Centre culturel de Bélem au Portugal. Le Saint Père pour qui la « Vérité » est le premier devoir de l'Eglise, ne doit pas sourire du comportement de l'Eglise de Dieu du Togo qui ne participe pas à la vérité des urnes. Et de telles attitudes éprouvent énormément la foi des fidèles. « C'est dommage que l'Eglise s'illustre aujourd'hui comme participant à ériger le royaume du mensonge. Pour l'instant je ne veux pas croire qu'elle a cautionné de faux résultats lors de l'élection du 4 mars dernier. Mais si cela s'avérait, je serais beaucoup désolé et ma foi prendrait un grand coup », dit un croyant en « jaune » croisé samedi dernier à la plage.

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO


TOGO – POLITIQUE Inter P. LAWSON élections locales, CVJR,
Gilchrist OLYMPIO, hausse prix carburant

19/07/2010 - **Au cours de la dernière réunion bipartite entre le gouvernement et l'Union Européenne, on parle de l'organisation des élections locales d'ici à janvier 2011. Pensez-vous que cela est possible ?**



Il y a un an lorsque nous avons voté une loi relative à l'organisation des élections locales, le ministre de l'Administration Territoriale nous avait dit qu'il leur faut des bâtiments, des outils et des moyens pour les futurs maires et préfets. Selon toujours le ministre, ces manquements font qu'il ne peut pas y avoir ces élections locales avant la présidentielle.

Aujourd'hui, s'il trouve qu'il est temps de l'organiser en croyant que l'UFC est divisée et que cette division peut leur laisser un peu de territoire, il se trompe parce que les populations savent où sont leurs intérêts et pour qui elles doivent voter. Tout ce que nous demandons est que les textes devant servir à l'organisation de ces locales permettent d'organiser de vraies élections locales. Il faut aussi que ces élections ne ressemblent pas à la comédie électorale à laquelle nous assistons habituellement. Nous attendons de pieds fermes et dès qu'on nous parlera des locales, les candidats nous en avons. Aussi bien les Amis de Gilchrist Olympio et que le pouvoir devenu aujourd'hui leur allié savent très bien que personne ne peut nous battre à des élections honnêtes, libres et transparentes dans ce pays.

Au cas où cette élection se confirme, comment comptez-vous y prendre part ?

Il faut que nous voyions d'abord les conditions d'organisation de ces élections. Il est clair que nous ne pouvons pas aller à des élections demain sans qu'il y ait une révision générale des populations togolaises. Ce qui permettrait de restructurer les préfectures de plein exercice, les communes rurales et autres. Cela est important qu'après un recensement général, on puisse faire celui électoral qui permettrait une nouvelle configuration administrative et territoriale du Togo. Si ces conditions sont réunies et que nous avons une CENI réellement neutre pouvant contrôler, organiser et superviser des élections, nous ne trouvons aucun inconvénient pour y aller. Si tel n'est pas le cas, nous allons nous battre pour qu'il en soit ainsi avant d'organiser quelle qu'élection que ce soit dans ce pays. Ces élections nous font perdre d'ailleurs énormément d'argent et des vies humaines parce qu'elles ne sont pas bien organisées. On fait semblant de faire vivre le Togo dans la démocratie alors qu'en réalité, il n'en est rien.

L'Union Européenne a décidé au cours de cette rencontre d'apporter son appui financier à la Commission Vérité Justice et Réconciliation. Pensez-vous que la mission de la Commission Barrigah est possible dans ce pays en perpétuelle dégradation ?

Je ne sais pas par quelle conjuration divine Mgr Barrigah pourrait se sortir de cette affaire. Pour une justice de cette nature, il faut une volonté politique et une volonté réelle de réconciliation au Togo. Mais quand on fait semblant, on ne la réussira jamais. Le premier péché de cette commission est d'être mise en place par les persécuteurs, ceux qui sont à la base de tout ce qui est arrivé au Togo et non par un régime né de l'alternance. Ce régime qui aurait avec lui l'adhésion populaire et sur lui la bénédiction divine pour s'en sortir. Ceci dit, il n'y a que la volonté pour se rendre compte très rapidement si cette commission est en mesure de résoudre les problèmes que tous les Togolais attendent d'elle c'est-à-dire la pacification, l'apaisement et la réconciliation réelle. Ces différents aspects, ne l'oublions pas, doivent forcément passer par des élections honnêtes, libres et justes.

L'ex président de l'UFC Gilchrist Olympio a déclaré la semaine dernière que au cours des discussions ayant abouti à la conclusion de l'Accord RPT-UFC du 26 mai, aucun responsable de l'UFC ne s'était opposé à

l'entrée du parti au gouvernement. Que répondez-vous ?

Là-dessus, faut-il qu'on nous consulte réellement. C'est vrai qu'à un moment donné, comme nous l'avons toujours dit, nous n'avons pas les couteaux entre les dents. M. Olympio en tant qu'être humain, nous n'avons rien contre lui. Durant ces 45 ans de lutte, ce que nous ne lui avons pas dit c'est que nous ne l'avons jamais encouragé à aller dans ce gouvernement. Mais nous lui avons fait les remarques sur les postes qu'on lui proposait et les démarches qui sont les siennes. Nous avons eu un porte flambeau pour cette élection présidentielle. Le minimum qu'il aurait dû faire c'est de se rapprocher de ce dernier afin que ce régime se rende compte que c'est une force qui viendrait négocier avec lui. Mis en minorité dans son parti, il ne pouvait pas faire de miracle et c'est ce qui s'est passé. Les hommes de qualité n'étaient pas allés dans le gouvernement, l'adhésion populaire manquait. Tout cela a donné le résultat que nous voyons aujourd'hui. Il ne peut pas dire qu'il nous a consultés et nous lui avons donné notre aval. Nous lui avons dit que sa démarche est mauvaise. Il y a certaines démarches qu'il faut faire afin que le régime qui nous piétine voit en face de lui un groupe compact avec le soutien du peuple. Cela n'a pas été le cas. En clair M. Olympio ne peut dire qu'il a eu notre accord.

Il y a quelques semaines, des démarches ont été entreprises en vue de la levée de votre immunité parlementaire pour que vous puissiez répondre de la plainte de diffamation de la gendarmerie nationale. Où en est-on avec ce dossier ?

Ce n'est pas moi qui l'ai introduit. Je n'en sais absolument rien. Je sais qu'il y a eu une réunion au niveau du parlement et mon représentant a écouté ceux qui se sont plaint. C'est un problème qui est pendant devant la justice. Ce n'est pas mon affaire particulièrement.

Le 18 juin, le gouvernement a procédé à une augmentation des prix des produits pétroliers. A l'époque, l'UFC avait réagi. Mais jusque-là, rien n'a été fait de la part du gouvernement pour soulager le quotidien des Togolais. Pourquoi ce silence également dans le rang de l'UFC à propos de cette hausse ?

Que pourrions-nous faire ? Nous ne pouvons que dénoncer. Nous avons également soutenu les mouvements sociaux qui se sont manifestés. Nous n'allons pas nous substituer aux syndicats. Mais nous continuons à dire que ce régime a failli. Il n'a pas mérité la confiance des Togolais et le prouve chaque jour. Sinon dans nos conditions économiques et sociales d'aujourd'hui, aucun régime issu d'élection libre n'aurait posé un tel acte sans mettre les moyens d'accompagnement et créer les conditions qui permettraient aux Togolais d'en souffrir le moins possible. Nous sommes toujours engagés aux côtés des populations et nous continuons à marteler que les prix de l'essence fixés ne reflètent pas les prix du marché. Quand nous décomposons la nomenclature des prix, nous nous rendons rapidement compte qu'il y a trop de sociétés qui prennent beaucoup d'argent y compris des individus et le dédoublement de certaines sociétés qui s'enrichissent sur le dos des populations. Nous disons et le réitérons que ces prix doivent changer drastiquement. La question fondamentale que nous posons est de savoir ce qu'on a fait des fonds de la caisse de péréquation et ceux alloués au FER en vue de soutenir ou de subventionner la hausse des prix du carburant. A cette question, personne ne nous répond. Nous savons ce qu'ils ont fait de ces fonds. Nous l'avons dit au parlement et nous y reviendrons encore la dessus à travers une interpellation du gouvernement ou une question écrite.

En guise de conclusion, un mot à l'endroit de vos militants et de la population.

C'est l'admiration que j'ai pour cette population. Cela fait environ quatre (4) mois que nous faisons des manifestations. Les gens leur créent des problèmes et souhaiteraient qu'il y ait une démobilisation. Les populations ont plutôt peur que nous les leaders, nous ne nous décourageons et que nous ne les abandonnons. Je leur renouvelle notre engagement à leur côté et leur dis que tant que nous bénéficierons de leur soutien, notre détermination sera totale et ferme. Ceci dans leur intérêt parce qu'il ne sert à rien de faire tout ce que nous faisons si à terme leur sort n'est pas amélioré et leur vie n'a pas changé. C'est la transformation de leur vie qui est notre premier objectif.

Interview réalisée par Godwin A. Le Correcteur



TOGO Politique 17ème manifestation du FRAC et message de Kofi Yamgnane

WWW.FABRE-TOGO.COM - 19/07/2010 - **17ème manifestation du FRAC : la mobilisation continue**

Comme tous les samedis à Lomé, la mobilisation du samedi 17 juillet 2010 pour contester la victoire de Faure Gnassingbé a été intense. Dans son intervention, Jean-Pierre Fabre est revenu sur la visite qu'il a rendue le jeudi 15 Juillet aux sinistrés des inondations dans le quartier Adakpamé. Après avoir décrit la condition de vie des habitants, il a déploré la défaillance de l'Etat et les amis de Gilchrist Olympio qui se rendent complices du système : ***Si on laisse le RPT au pouvoir, on risque de voir ces populations sous les eaux en 2011 (...) donc si certains veulent collaborer avec eux, on ne doit pas les laisser faire.*** Le professeur Aimé Gogué, dans son discours, a invité les parlementaires à exiger un audit des institutions de l'Etat ; il cite le cas du Fonds d'entretien routier (FER) qui a été victime de la gabegie de ses responsables.



Jean-Pierre Fabre a réaffirmé à la foule sa détermination ***Nous sommes résolus à poursuivre cette lutte.*** Me Abi Tchessa du PSR, de retour d'une mission à l'étranger est dans le même état d'esprit que Jean-Pierre Fabre. « ***Alors que le pays souffre intensément, ils ont paradé sur les champs Elysées le 14 juillet, ils sont aujourd'hui aux Ewala, (fête traditionnelle en pays Kabyè) ».*** « ***Ils commettent des crimes électoraux, ils s'emparent indûment du pouvoir du peuple. Ils commettent des crimes sociaux et économiques et pourtant ce n'est qu'un petit clan. Nous disons : 2010, ça doit changer ».***

Dans sa correspondance transmise à Sanvee Clifford, Kofi Yamgnane réaffirme son soutien à la lutte que mène le FRAC et annonce son retour imminent au pays pour renforcer la mobilisation. « ***OUI, je suis toujours dans le combat et je n'en démordrai pas tant que la mission que je me suis assignée n'aura pas vu son accomplissement total: le départ du pouvoir du RPT qui a trop fait souffrir le peuple togolais. Aujourd'hui, mon combat s'est déplacé sur d'autres fronts qui contribuent à leur manière à notre lutte commune. Continuons à travailler ensemble à la recherche d'une bonne sortie de crise. »***

Kofi Yamgnane, avec l'ancien ministre de l'intérieur François Boko, a entrepris une série d'activités diplomatiques et des rencontres avec les togolais de la diaspora.

www.fabre-togo.com

Message de Kofi Yamgnane au FRAC : Inquiétude ?

Quelques Togolais inquiets de ne plus me voir aux marches, commencent à se poser des questions sur mon absence «prolongée» aux manifestations du FRAC. Ce questionnement est normal dès lors qu'il s'agit de concitoyens pour lesquels la situation économique, politique et sociale de notre pays est très préoccupante et qui comptent sur moi pour trouver une solution.

A tous ceux-là, je veux faire passer un message d'encouragement, de patience et même de persévérance. Dans tout conflit, on n'engage jamais tous les soldats sur un même front. Même pendant les guerres réelles, pendant que certains sont au front, d'autres sont à l'avant de la ligne pour percevoir et anticiper les mouvements ennemis; d'autres encore sont à l'arrière, dans la surveillance de l'évolution de la situation

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

laissée par les combats; certains autres sont à la négociation pour trouver les appuis étrangers nécessaires à la sortie de conflit...etc. En clair et en langage populaire, «on ne met jamais tous ses œufs dans le même panier»

Je sais que les combattants sincères, ceux qui s'exposent à la brutalité d'un pouvoir aux abois, comprennent parfaitement cette stratégie. Je suis toujours avec vous par l'esprit, avant... mon retour imminent parmi vous.

Mais je sais aussi que parmi vous se glissent des plus malintentionnés ou des plus manipulateurs dont le seul objectif est de semer le trouble dans l'esprit des combattants de la liberté. A ceux-là, je dis de ne pas trop se faire d'illusion quant à la réussite de leur volonté de tenter de manipuler les esprits.

OUI, je suis toujours dans le combat et je n'en démordrai pas tant que la mission que je me suis assignée n'aura pas vu son accomplissement total: le départ du pouvoir du RPT qui a trop fait souffrir le peuple togolais.

Aujourd'hui, mon combat s'est déplacé sur d'autres fronts qui contribuent à leur manière à notre lutte commune. Continuons à travailler ensemble à la recherche d'une bonne sortie de crise.

Salut à vous tous et toutes, combattants et combattantes de la liberté!

Salut à vous, dignes fils et filles du Togo et de l'Afrique!

Kofi Yamgnane
dit TOUTOUTOU

MOI TOGO TOGO SOCIETE Vacances à la togolaise Ces touristes aux conquêtes faciles !

7-19-2010 - Un sociologue qui s'intéresse aux inégalités sociales, pourrait étudier par exemple, la fracture sexuelle. Si, constitutionnellement, tous les Togolais mâles sont égaux devant la loi, force est de reconnaître que cette égalité disparaît quand il s'agit des rapports avec les femmes.

L'argent peut être un critère déterminant pour avoir une femme, et dans ce cas la poche d'un homme est l'arme fatale de séduction. Cette éternelle inégalité entre les hommes, les Togolais mâles en font l'amère expérience à chaque vacance, quand certains de leurs compatriotes à l'étranger débarquent pour leur délasserment.

«Dès que les vacances sont proches, commence chez moi la hantise d'une perturbation de ma vie privée, l'angoisse d'avoir des disputes avec ma copine, la peur de la voir partir avec un de ces vacanciers qui nous piquent nos copines », raconte un jeune journaliste. Les vacanciers en question sont les Togolais de la diaspora, généralement ceux venus pour la plupart d'Occident. Ils sont plusieurs centaines à fouler le sol natal pendant la période des vacances pour rendre visite à leurs familles. On les rencontre souvent à la plage, dans les boîtes de nuit et autres coins chauds de la capitale. Ils sont généralement habillés «comme des princes», raconte un jeune étudiant, et étalent souvent des signes extérieurs de richesse : voiture, dépenses folles dans les boîtes de nuit, discours grandiloquents lors des causeries. Et les jeunes filles tombent souvent dans de tels pièges. Beaucoup sont les Togolais vivant au Togo qui redoutent le retour de ces vacanciers plus ou moins argentés, car à mentir aussi qui vient de loin !

Ainsi André, employé dans une institution de micro-finance, a-t-il perdu sa copine, l'instant d'une soirée dans une boîte de nuit de la place. «Ma copine me tourne le dos depuis qu'un venu d'Europe l'a dragué ; un ami qui a assisté à la scène m'a parlé d'un échange de numéros de téléphone le temps d'aller aux toilettes», se confie André, un peu chagrin. Il affirme avoir trouvé par ailleurs, quelques jours plus tard, un billet de 50 euros dans le sac à main de sa copine lorsque cette dernière tentait de sortir son portable qui sonnait.

La misère est grandissante au Togo. Rares sont les jeunes gens ou les hommes qui arrivent à subvenir aux besoins de leurs petites amies ou de leurs femmes. Du coup, de retour d'Occident ou de pays riches, les Togolais de l'étranger ont plus de moyens financiers pour arracher les femmes des autres. Et les filles ne s'y trompent pas qui s'adaptent avec envie à la nouvelle situation. « Juillet-août est une période propice pour faire des affaires », dit Beauty, 26 ans, habillée sexy. Ces « venus d'Europe », arrachent toute sorte de femmes.

«Il y a deux ans, j'ai perdu ma fiancée à cause du fils de mon voisin revenu d'Allemagne », raconte Packy, 35 ans. «C'est un portable vendu ici à 150 mille francs et qui ne devrait vraisemblablement pas coûter grand-chose là-bas, qui est à l'origine de notre séparation ; le revenu d'Allemagne, un mec plein au as le lui a offert», avoue-t-il.

Et l'argent est si puissant, que certains instaurent des pratiques sexuelles peu avouables. « Moi j'ai pardonné à ma copine de m'avoir trompé avec ces gens-là, mais j'ai fini par me séparer d'avec elle un jour où elle m'a demandé lui faire du cunnilingus avant qu'elle me fasse une séance de fellation ainsi que la sodomie, j'ai alors compris que ma copine a pris le large, raconte Pépé. Je l'ai viré malgré l'amour que j'avais pour elle ».

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Ce phénomène devenu répandu dans une société qui perd ses valeurs et dans laquelle l'argent est devenu la référence, n'est pas du goût de tout le monde. Certains dénoncent ce tourisme sexuel pratiqué par des Togolais sur des Togolaises. « C'est l'éternelle sujétion de la femme par l'homme qui continue. L'adulation de l'argent ne fait que renforcer les différences sociales entre l'homme et la femme, et les femmes se mettent volontairement sous la domination des hommes », dit députée V. A, militante féministe membre du Groupe d'action femmes pour la démocratie et le développement (GF2D).

Un autre venu d'Europe n'est pas d'accord avec le phénomène. « Quand ils reviennent en Europe, nos compatriotes parlent de leurs prouesses sexuelles et du nombre incroyable de filles avec qui ils ont couché. Mais est-ce vraiment une prouesse de Don Juan que de séduire une fille indigente à Lomé ? », s'interroge Alphonse récemment revenu de France avec sa femme.

A Lomé même, les victimes ont une autre réflexion sur le phénomène : ils pensent juste à se venger. Certains des hommes interrogés pensent à envoûter soit les filles ou carrément les nouveaux Don Juan. « On peut être puissant financièrement aujourd'hui et devenir impuissant sexuel demain », dit Koffi sans rassurer. Les pratiques fétichistes pour affaiblir un rival en amour sont monnaie courante au Togo. A bon entendeur....

mo5-togo.com

StarAfrica TOGO SPORTS BOUKPETI souhaite créer un pôle de navigation à Aného



Panoramic

Le kayakiste Togolais, Benjamin Boukpeti, séjourne depuis peu dans la capitale afin de mettre sur pied son projet de création d'un pôle de navigation à Aného (ville balnéaire située au sud-est), a rapporté mercredi un média local.

Auteur : Jacob DJOSSOU 09/07/10 14:16 GMT

Une dizaine de Kayaks de compétitions ont été prévus pour mener à bien ce projet.

Médaillé de bronze olympique en slalom lors des derniers Jeux olympiques de Pékin, Benjamin s'est également entretenu avec les autorités afin d'avoir leur soutien pour les Jeux Olympiques (JO) de Londres en 2012.

TOGO TIC Le Togo participe à la plus grande compétition de webmaster d'Afrique

Lundi, 07.19.2010, 09:38am (GMT) - Huit (8) pays, 1000 webmasters, 3000 artistes, 3 mois de production télé-réalité, la plus grande compétition du continent africain sur internet a fait escale au Togo du 15 au 17 juillet. Au total 18 webmaster togolais sont appelés à créer des sites internet aux artistes togolais. L'événement organisé par ORLYSOFT en partenariat avec AFRICABLE s'est déroulé à Lomé dans les locaux de l'Ecole Supérieure de Gestion Informatique et des Sciences (ESGIS).

Dans le cadre de la célébration du cinquantenaire des pays africains, la chaîne AFRICABLE organise la caravane de l'intégration qui sillonne 8 pays de la sous-région. C'est dans cette logique que s'inscrit le concours NET AFRIKA organisé par ORLYSOFT en partenariat avec AFRICABLE.

« Ce concours apporte un volet numérique à la caravane. On organise une compétition entre les webmasters de la sous-région afin de montrer ce qui se fait de mieux en terme de conception de site sur le continent, montrer qu'il y a de jeunes talents ici qui font de très bonnes réalisations mais qui ne sont pas forcément médiatisées » a expliqué KAIRE, le directeur général D'ORLYSOFT.

Le projet NET AFRIKA consiste à développer un site web pour chaque artiste gratuitement en 72 heures. Ceci en vue de faire travailler les webmasters et d'éclore les talents.

Le thème de cette première édition porte sur la culture africaine car selon M. Maram KAIRE, « Le webmaster, le musicien, le peintre sont tous des artistes. En termes de créativité, c'est deux mondes qui se rejoignent très facilement. C'est d'ailleurs pour cela que nous exigeons la présence des artistes aux côtés des webmasters. »

Les participants de cette première édition de NET AFRIKA n'ont pas manqué d'exprimer leur gratitude à l'endroit des organisateurs. « Je suis très satisfaite de ce que NET AFRIKA apporte à nous les artistes togolais. Ce n'est pas facile pour nous d'évoluer ici et ce projet est un véritable coup de pouce. Nous serons à présent plus ouverts sur le monde et il en va de notre promotion », a déclaré Santi DORIM la princesse de Doufelgou.

Certains concurrents sont confiants de leur production. Selon GBEDJEHA AYAWO baba, webmaster, « un bon travail se récompense toujours ».

Notons que les cinq premiers candidats de chaque État seront primés et les deux premiers participeront à la phase finale qui se déroulera à Bamako au Mali du 03 au 05 août prochain et la remise d'award du premier prix le 07 en direct sur AFRICABLE.

Mais pour l'instant, cap sur Abidjan pour la phase ivoirienne, la dernière phase éliminatoire.

togoenvogue.com